ANNEXE 4: Processus de validation de la compensation

PV du comité de compensation sur	:	
• les constructions : date du :		
La PAP a assisté à la réunion d'info	rmation publique du :	La
PAP a assisté à la réunion de conce	ertation publique du	
La PAP a reçu la visite de la Comm	ission d'Indemnisation du Projet du	
Fait à, le		
Signatures :		
La PAP (ou représentant)	Le représentant de la Commission d'Evaluation de l'Indemnisation	
Le Représentant de la Commune	Le Représentant de la Commission d'Indemnisation du Proje	et

ANNEXE 5: FICHE ET/OU REGISTRE DE RECLAMATION

Date :	
Comité de plainte, Commune de	Dossier N°
PLAINTE	
Nom du plaignant :	
Adresse :	
Commune :	
Terrain et/ou Immeuble affecté :	
DESCRIPTION DE LA PLAINTE :	
A, le	
Signature du plaignant/représentant	
OBSERVATIONS DU COMITÉ :	
A, le	
(Signature du/de la représentant (e) du comité)	

RÉPONSE DU PLAIGNANT :
A, le
Signature du plaignant
RESOLUTION
Λ 1-
A, le
Signature du/de la représentant (e) du comité
Signature du plaignant/représentant

ANNEXE 6 : Modèle de fiche individuelle de la PAP

1. IDENTITE DE LA PAP

Noms et prénom (s) Références identité Sexe Nom du conjoint (e) ou du proche parent N° de la PAP

Localité

2. COMPENSATION FINANCIERE

2.1 Compensation financière pour perte de récolte

Type de pertes	Mode de compensation	Superficie en ha	Coût par ha (FCFA)	Valeur
	Espèce			
Valeur totale de la compensation financière				

2.2. Compensation financière pour perte d'arbres

Espèces d'arbres	Mode de compensation (en espèce)	Nombre	Coût unitaire (FCFA)	Valeur
Valeur totale de la compensation financière				

2.3 Compensation financière pour perte d'habitats et d'infrastructures connexes

Nature	Coût unitaire (FCFA)	Compensation proposée (FCFA)
	ur totale de la compensation ncière (FCFA)	

Fait à, le	
Signatures	
La PAP (ou son représentant)	

Témoin (proche parent, ou toute personne de confiance)

ANNEXE 7 : Protocole d'entente sur la compensation financière

_'an 20 et ledans la localité d	de, une négociation en		eu lieu
d'une part, la personne affe 'identité suit :	ectée par le Projet d'Augmenta	ation de l'Accès à l'Electricité (P2A	ιΕ) et dont
Nom et prénom (s)	:		
Références identité	:		
Sexe	:		
Nom du conjoint (e) ou du proche parent	:		
Références identité	:		
N° de la PAP	:		
Localité	:		
1. Compensation financiè Ayant présenté le document d	•	essus citées.	
		, Consultan mpte Projet d'Augmentation de	
M/Mme :			
` ' '		ssus d'identification et d'évaluation mations antérieures sur le projet, n	
 l'affichage des listes des P 	AP;		
Consultations publiques ;			
 consultations sur les barèr 	nes et les critères d'éligibilité ;		
 recueil et traitement des ré 	clamations.		
Lors de la négociation, les par 1. M/Mme parcelle (s) ;	•	lusions suivantes : accepte ainsi de céder	· ma (mes)

fiche individuelle	de compensation finates en arbres et recon	ancière ci-jointe,	marque son acco	ord sur le montant	
3. M/Mme payée en espèce, c	comme suit	a	ccepte que la comp	pensation financière	soit
Espèces d'arbres	Mode de compensation (en espèce)	Nombre	Coût unitaire (FCFA)	Valeur (FCFA)	
Valeur totale de la compensation					
inancière					
semaines. 2. Compensation	ernement du Bénin. J'a n financière d'habita ocument d'état civil de	ats et d'infrastru	ctures connexes		
	Mdu projet suscité agiss				
Cette négociation a	porté sur :				
- la compensation	n des biens affectés de	e : M/Mme			
- les mesures de	compensations des p	ertes ainsi occasi	onnées ;		
- les modalités de	e règlement des comp	ensations			
dans le processus d	d'identification et d'éva ions antérieures sur le	luation des biens	affectés. Il/elle a ai		
l'affichage des l	istes des PAP ;				
les consultation	ons du public ;				

• les consultations sur les barèmes et les critères d'éligibilité ;

 le recueil et traiter 	ment des réclamations.	
_	n, les parties sont parvenues	aux conclusions suivantes :accepte ainsi de céder les biens
fiche individuelle de	compensation financière ci s d'habitats et d'infrastructur	après avoir pris connaissance de la i-jointe, marque son accord sur le montant de es connexes et reconnaît ainsi que les bases de
3. M/Mme payée en espèce, cor		accepte que la compensation financière soit
Nature	Coût unitaire (FCFA)	Compensation proposée (FCFA)
	Total	
gouvernement du Bénin. J'a 3. Compensation f	ccepte de libérer le site de la financière des pertes agric	
- Et d'autre part, M. d'ouvrage délégué du l'Electricité (P2AE)		i-dessus citees, Consultant, maître e compte Projet d'Augmentation de l'Accès à
		ocessus d'identification et d'évaluation des biens formations antérieures sur le projet, notamment :
affichage des listes des	PAP ;	
• consultations publiques	•	
consultations sur les bar	èmes et les critères d'éligibili	té ;
• recueil et traitement des	réclamations :	
1. M/Mmeparcelle (s)		nclusions suivantes :accepte ainsi de céder ma (mes)après avoir pris connaissance de la fiche

Numéro	des	Caractéris	tiques	Montant de la compensation
parcelles		Spéculation	Superficie	en espèces (FCFA)
Total	compens	 sations en espèces	(FCFA)	
accepte le monta n'ai plus de réc	ant des co lamations	ompensations financ à l'endroit du Proj	confirme avoir comp ières telles qu'indiqu et d'Augmentation d	ris l'information écrite sous cette fo lées dans le tableau ci-dessus et q de l'Accès à l'Electricité (P2AE) o
accepte le monta n'ai plus de réc gouvernement d	ant des co clamations u Bénin. J	ompensations financ à l'endroit du Proj	confirme avoir comp ières telles qu'indiquet et d'Augmentation de site de la zone dan	iées dans le tableau ci-dessus et q
accepte le monta n'ai plus de réc gouvernement d Fait à	ant des co clamations u Bénin. J	ompensations financ à l'endroit du Proj 'accepte de libérer le	confirme avoir comp ières telles qu'indiquet et d'Augmentation de site de la zone dan	iées dans le tableau ci-dessus et q de l'Accès à l'Electricité (P2AE) c
accepte le monta n'ai plus de réc gouvernement d	ant des co clamations u Bénin. J	ompensations financ à l'endroit du Proj l'accepte de libérer le	confirme avoir comp ières telles qu'indiquet et d'Augmentation de site de la zone dan	iées dans le tableau ci-dessus et q de l'Accès à l'Electricité (P2AE) c

Annexe 8 : Elaboration et contenu des éventuels PAR

Les PAR doivent comporter, au minimum des informations suivantes :

- 1. Description du Projet et de ses impacts éventuels sur les terres
- 1.1 Description générale du Projet et identification de la zone d'intervention
- 1.2 Impacts. Identification:
- 1.2.1. De la composante ou des actions du Projet qui vont occasionner le déplacement
- 1.2.2. De la zone d'impact de ces composantes ou actions
- 1.2.3. Des alternatives envisagées pour éviter ou minimiser le déplacement
- 1.2.4. Les mécanismes mis en place au cours de l'exécution pour minimiser dans la mesure du possible le déplacement
- 2. Objectifs (principaux objectifs du programme de réinstallation)
- 3. Études socio-économiques et inventaire des personnes, des biens et des moyens d'existence affectés. Les conclusions des études et du recensement doivent comprendre les points suivants :
- 3.1. Résultats d'un recensement couvrant les occupants (actuels et saisonniers) de la zone affectée, pour établir la base de la conception du programme de réinstallation et pour exclure les personnes qui prendraient d'assaut le site du Projet après le recensement et/ou la date buttoir définie (éligibilité aux bénéfices du programme de réinstallation).
- 3.2. Caractéristiques des ménages déplacés : description des systèmes de production, de l'organisation des ménages, comprenant les niveaux de production et de revenus issus des activités formelles et informelles, et les niveaux de vie de la population affectée.
- 3.3. Ampleur des pertes totales ou partielles de biens, et ampleur du déplacement physique et/ou économique.
- 3.4. Information sur les groupes ou personnes vulnérables pour lesquels des dispositions spécifiques doivent être prises.
- 3.5. Autres études décrivant les points suivants :
- 3.5.1. Inventaire des ressources naturelles communautaires utilisées par les personnes affectées.
- 3.5.2. Interaction sociale dans les communautés affectées, comprenant les réseaux sociaux de solidarité, et comment ils seront affectés par les activités des sous-Projets
- 3.5.3. Infrastructures et services publics susceptibles d'être affectés
- 3.5.4. Caractéristiques sociales et culturelles des communautés affectées, qui intègrent la description des institutions formelles et informelles (organisations communautaires, groupes religieux, ONG etc.), qui peuvent être associées à la stratégie de consultation et de participation à la conception des actions de réinstallation
- 4. Contexte légal et institutionnel
- 4.1. Résumé des informations contenues dans le présent Cadre de Politique de Réinstallation
- 4.2. Particularités locales éventuelles
- 4.3. Spécificités locales en matière institutionnelle et organisationnelle
- 4.3.1. Identification des organismes responsables de la réinstallation et des ONG qui pourraient jouer un rôle lors de la mise en œuvre

- 4.3.2. Évaluation de la capacité institutionnelle de ces organismes et ONG
- 5. Éligibilité et droits à indemnisation et/ou réinstallation (sur la base des définitions et des catégories présentées dans ce Cadre de Politique de Réinstallation, définition des personnes déplacées éligibles, règles de détermination de l'éligibilité à l'indemnisation ou autre assistance à la réinstallation, dont notamment la règle de fixation de la date buttoir. Cette date sera communiquée à travers des canaux tels que la Radio, la presse et visite de chefs de quartiers)
- 6. Evaluation et compensation des pertes.

Méthodologies d'évaluation destinées à déterminer le coût intégral de remplacement, description des méthodes et niveaux de compensation prévus par la législation locale, et mesures nécessaires pour parvenir à l'indemnisation au coût intégral de remplacement

- 7. Mesures de réinstallation
- 7.1. Description des mesures prévues (indemnisation et/ou réinstallation) pour une prise en compte des catégories et personnes affectées
- 7.2. Au besoin une sélection des sites de réinstallation, préparation des sites, et réinstallation, en incluant la description des alternatives possibles
- 7.3. Habitat, infrastructure, et services sociaux
- 7.4. Protection et gestion de l'environnement
- 7.5. Participation communautaire, participation des personnes affectées, participation des communautés hôtes
- 7.6. Intégration des réinstallés avec les populations hôtes. Mesures destinées à alléger l'impact de la réinstallation sur les communautés hôtes
- 7.7. Mesures spécifiques d'assistance à fournir aux personnes et groupes vulnérables
- 8. Procédures de gestion des plaintes et conflits. Sur la base des principes présentés dans le présent CPR, description de mécanismes simples et accessible pour l'arbitrage et le règlement par des parties prenantes des litiges et conflits relatifs à la réinstallation.

Ces mécanismes doivent prendre en compte les recours judiciaires éventuellement possible et les mécanismes classiques connus de règlement des conflits.

- 9. Responsabilités organisationnelles. Le cadre organisationnel pour la mise en œuvre de la réinstallation, notamment l'identification des organismes responsables des mesures de réinstallation, les mécanismes de coordination des actions, et les mesures de renforcement de capacités, ainsi que les dispositions relatives au transfert aux autorités locales ou aux réinstallés eux-mêmes de la responsabilité des équipements ou services créés par le Projet, etc.
- 10. Calendrier de mise en œuvre, couvrant toutes les actions depuis la préparation jusqu'à la fin de la mise en œuvre du Projet, y compris les dates pour la mise en œuvre au profit des réinstallés des actions du Projet et des diverses formes d'assistance prévues. Le calendrier doit indiquer comment les actions de réinstallation sont liées au calendrier d'exécution de l'ensemble du Projet
- 11. Coût et budget : Tableaux des coûts par action pour toutes les activités prévues pour la réinstallation, y compris les provisions pour inflation, croissance de la population, et autres imprévus ; Prévisions de dépense, source de financement et mécanismes de mise à disposition des fonds.
- 12. Suivi et évaluation : Organisation du suivi des actions de réinstallation par l'organisme chargé de la

mise en œuvre, intervention d'agences externes pour le suivi, informations collectées, notamment indicateurs de performance et mesure des résultats, ainsi que de la participation des personnes déplacées au processus de réinstallation.

13. Annexes (TdR de la mission, PV de consultation, Accords de compensation, Acte déclaratif d'utilité publique-si applicable).

Annexe 9 : Rapport et liste de présence de la validation nationale du CPR





03 BP 4387 Quartier Fidjrossé Fiyégpass Cotonou dt. + 229 21 60 74 63/74 64 abu infoilleony h

AGENCE BENINGISE POUR L'ENVIRONNEMENT

ATELIER DE VALIDATION DES RAPPORTS DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMEN TALE ET SOCIALE (CGES) ET DU CADRE DE POLITIQUE DE REINSTALLATION (CPR) DU PROJET D'AUGMENTATION DE L'ACCES A L'ELECTRICITE (P2AE)

Titre du projet : Projet d'augmentation de l'accès à l'électricité (P2AE). Promoteur : Ministère de l'Energie

Le lundi 10 mai 2021 s'est tenu à l'INFOSEC de Cotonou, l'atelier de validation des rapports du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) et du Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) du projet supra cité.

Le présent rapport d'atelier de validation s'articule autour des points suivants :

- 1- Ouverture des travaux ;
- 2- Collecte des observations écrites ;
- 3- Présentation des rapports CGES et CPR :
- 4- Débats, synthèses des observations et suggestions ;
- 5- Avis des participants sur la validation du rapport et recommandations
- 6- Lecture et adoption du rapport de l'atelier ;
- 7- Clôture des travaux de l'atelier.

1- Ouverture de l'atelier

L'ouverture de l'atelier a été marquée par le mot de bienvenue ; la mise en place du présidium, la présentation des participants et l'adoption du programme de l'atelier.

a) Mot de bienvenue

Dans son mot de bienvenue, Monsieur Innocent AKPACA, cadre à l'ABE, représentant le Directeur Général, après les salutations d'usage, a remercié les participants pour leur présence effective.

b) Mise en place du présidium

Pour la conduite des travaux de la présente commission, un présidium de deux (02) membres a été ensuite, mis en place. Il est composé de :

Président : Monsieur Jacques-Marie BOKO (Expert en évaluation environnementale et zones humides)

Rapporteur: Madame Chantal BIO-AGBENGA, représentant de la Cellule Genre et Environnement (CGE) du Ministère du Plan et du Développement (MPD)

c) Présentation des participants

Les participants à l'atelier se sont présentés en déclinant leurs identités et leurs structures de provenance. A l'issue de cette présentation, le point des structures et personnes ressources se

- Structures administratives et techniques :
 - √ l'Agence Béninoise d'Electrification Rurale et de Maitrise d'Energie
 - ✓ Société Béninoise d'Energie Electrique
 - ✓ Direction de la Programmation et de la Prospective du Ministère du Plan et du Développement
 - Direction Générale de l'Environnement et du Climat
 - ✓ Direction Générale des Eaux, Forêts et Chasse
 - ✓ Agence Nationale du Domaine et du Foncier
 - Ecole Polytechnique d'Abomey Calavi (EPAC)
 - Pro-Environnement

Personnes ressources:

- ✓ Alfred DJIKPE (Expert en évaluation environnementale et en Ressources)
- ✓ Olivier BALLO GUEDE représentant de Guy WOKOU (Expert en évaluation environnementale)
- Jacques-Marie BOKO (Expert en évaluation environnementale et zones humides)
- ✓ Nicolas AKOTCHAYE (Sociologue)

Etaient absents:

- ✓ Autorité de Régulation de l'Electricité
- ✓ Direction Générale du Budget (MEF)
- ✓ Direction de la Programmation et de la Prospective du Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale
- Direction de la Programmation et de la Prospective du Ministère de l'Energie
- ✓ Jean DOSSOUMOU (expert en évaluation environnementale)

La liste des participants est annexée au présent rapport.

d) Adoption du programme de l'atelier

Le programme proposé aux participants a été adopté sans amendements mais dans sa mise en œuvre, il a subi des modifications.

2- Collecte des observations écrites des membres de la commission

A la demande du Président du présidium, les observations écrites des membres de la commission ont été collectées puis les consultants ont été invités, à tour de rôle, à présenter les rapports respectivement du CGES et du CPR.

3- Présentation des rapports CGES et CPR

a) Présentation du rapport provisoire du CGES

Ce rapport présenté par Monsieur Marc A. IDJI s'est articulé autour des points clés ci-après :

- présentation de la végétation, de la flore et de la faune limitée, ne couvrant pas l'ensemble du territoire national. De plus les noms scientifiques des espèces sont mal écrits (se référer au document intitulé « liste rouge du Bénin »);
- omission du plan cadre de gestion environnemental et social (PCGES).
- confusion des cadres légal, réglementaire et institutionnel;
- confusion des impacts et des risques au niveau de l'analyse des risques.

b) Observations sur le CPR

Les observations de forme sur le CPR sont :

- des erreurs d'orthographe, de grammaire et de formulation;
- non clarté des cartes et des figures (mettre les cartes sur une seule page et les agrandir).

Les observations de fonds sur le CPR concernent :

- le mécanisme de gestion des plaintes n'est pas structuré et décliné au niveau local;
- les coûts des arbres fruitiers à caractère naturel ne sont pas présentés;
- certains acteurs institutionnels comme le ministère des infrastructures et des transports, le ministre en charge de la culture sont omis;
- les méthodes d'évaluation et d'indemnisation des PAP sont limitées et ne prennent pas en compte tous les cas possibles;
- la liste des espèces d'arbre à évaluer est très limitée.

Les observations écrites des participants en annexes au présent rapport donnent plus de détails sur leur contenu et les pages concernées du document de même que sur les suggestions et recommandations pour leur prise en compte.

5- Avis des participants sur la validation du rapport et recommandations

Après l'examen des rapports CGES et CPR, les membres de la commission ont exprimé leur avis sur la validation des deux (02) rapports. Au vu des avis exprimés, les rapports du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) et du Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) du Projet d'augmentation de l'accès à l'électricité (P2AE), sont validés sous réserve de la prise en compte des observations et recommandations.

Les recommandations formulées par l'atelier sont les suivantes :

♦ CGES

- catégoriser les travaux qui pourront faire objet d'étude d'impact simplifiée et ceux qui pourront faire l'objet d'étude d'impact environnemental approfondie;
- · identifier les besoins en renforcements de capacité des acteurs institutionnels ;
- · parler de la gestion des déchets pendant les phases de construction et d'exploitation ;
- faire mention de la largeur des emprises conformément à l'arrêté interministériel n°014/MIC/MCVDD/ME/DC/SGM/DGRE/013SGG20 portant délimitation des emprises au droit de passage, aux couloirs d'exclusion des lignes électriques au Bénin du 04 novembre 2020.

♦ CPR

- · prévoir un mécanisme de prise en compte de l'aspect genre ;
- revoir les méthodes d'évaluation des bâtiments et d'indemnisation des PAP (revoir la formule pour tenir compte de l'état des bâtiments et recourir aux aspects spécifiques évoqués par l'ANDF);
- faire une présentation des coûts par intervalle sur la base d'une analyse de coût;
- compléter le tableau portant sur les espèces d'arbre à indemniser.

6- Présentation, amendement et adoption du rapport de l'atelier

Le rapport général de l'atelier a été présenté et adopté, après amendements, à l'unanimité des membres de la commission.

7- Clôture de l'atelier

Le Président du Présidium a procédé à la clôture de l'atelier. A cette occasion, il a remercié les participants pour leur assiduité et leurs contributions aux travaux. Il a ensuite invité les consultants à prendre en compte toutes les observations et recommandations dans les rapports finaux.

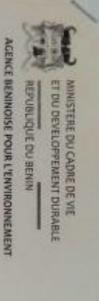
Fait à Cotonou, le 10 mai 2021

Le Président

Jacques-Marie BOKO

La Rapporteure

Chantal BIO-AGBENGA





Charter Expensed Expenses
(Charter Expensed Expenses)
(Charter Expenses)
(A) - 229 21 (40) Ta (41) Ta (41)
(A) - 412 All rate (41)
(A) - 412 All rate

Atelier de validation des rapports du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) et du Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) du Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Electricité (P2AE)

Cotonou, INFOSEC, Lundi 10 mai 2021

LISTE DE PRESENCE

- Page	w	N	-	×,
pulped BIO- RUBENUA Chantal	ADIA HOSSELL SEdan	HEDE GRETAM GLAGU C X	AKOTOMYE Micoba	NOM ET PRENOMS
		×	×	× sex
×	×			- X
x Chenther)	Scale of Party	Representation of the property of	Sociato gray	STRUCTURE
J. 25 034 846	Schlieber County Get 1905 =	Recommended to grape case from com	Sociatory naturaly of the state of 2	ADRESSE E-
通	神	A	4	SIGNATURES

			- A	2		15		*		
2	0	1	7 1	5 3	-	1/2	~	Second		-8
SENOULTI COME GRY-EVIL	STAP END	OND Exelie G.	1531 Adimoté Maric	BANKSON BRICE Sular min	TIGNAGO B. Gratia	OGOUWATE Romanic	BALLE & skaren aparalah	BOKO JOSEPHY-PRANCE	HOUNTABLE BENEVAL	NOM ET PRENOMS
B	7	×	×	R	×	7	2	7	×	8 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00
Treinwaren Tita	Congress of Salvady Jad	MON Margatanon	Laboration of Cook	Amora Renader	Township (1885/1897)	Country	No Callan	STATE STATE OF	2	STRUCTURE SECUCTION/
Company & Son. p.	Manufacture of the	to 31, 20 the	2965 EGEG	Parameter Day on	Springs Onles pl	53 18 + 17 E	B yellow for	SULL PROPERTY.	172135 42	ADRESSE E. MAILICONTACTS
(I)	1	A	Te	(8)	75	0	A	Vi.	*	BELLYNDIE

25	24	23	22	21	20	19	18	17	6	3	Z,
							Innocent AKRACA	HOLEMITAN NOW THEMSON	DAYATO GOMEZ Auline	OLASTIBE Adams	NOM ET PRENOMS
+				+			×	~	×	X	M SEXE
							ABERSITES	Stephoniu + BE	Stagram ABE	ARTICHE COLAPIA	STRUCTURE FONCTION)
							Subtause	Ed 15 155 of the Com	196-34-14-41	7540 30 to punch	ADRESSE E- MAIL/CONTACTS
							Sunt	种	don't	- Junes	SIGNATURES

Table des matières

Liste des tableaux	4
Liste des figures	4
Liste des sigles et acronymes	5
Résumé exécutif	8
Executive Summary	20
1. INTRODUCTION	32
2.BREVE PRESENTATION DU PROJET ET DEMARCHE METHODOLOGIQUE UTILISEE	33
2.1. Présentation du P2AE	33
2.2. Démarche méthodologique de conduite de l'étude	36
3.1. Objectifs du CPR	38
3.2. Champ d'application du CPR	38
4. BRÈVE DESCRIPTION DES ZONES D'INTERVENTIONS DU P2AE	40
4.1. Situation géographique	40
4.2. Enjeux sociaux, économiques et politiques dans les départements d'accueil du Projet	41
4.3.3. Risques liés aux VBG	42
4.5. Situation énergétique nationale	45
5. ANALYSE DES IMPACTS POTENTIELS DU PROJET	47
5.1. Impacts sociaux négatifs potentiels	47
5.2. Impacts sociaux positifs potentiels	48
6. DESCRIPTION DES CADRES POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA RÉINSTALLATION	50
6.1. Cadre politique de la réinstallation	
6.1.1. Livre blanc de politique foncière	
6.1.2. Nouvelles réformes promues par l'État à travers son Programme d'Action du Gouverr	nemen
6.2. Cadre juridique de la réinstallation	
6.2.1- Cadre légal national	50
6.2.1.1. La constitution de la République du Bénin	50
6.2.1.2. Le Code Foncier et Domanial (CFD) béninois	51
6.2.1.2.1-Les principes clés du CFD (titre I du CFD)	51
6.2.1.2.2- Le champ d'application du CFD	

6.2.1.2.3- Caractéristiques du régime foncier et domanial du Bénin	52
6.2.1.2.4- L'expropriation pour cause d'Utilité Publique (EUP)	52
6.2.1.2.5- Des conditions et de la compétence d'expropriation	52
6.2.1.2.6- De la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique	53
6.2.1.2.7- La procédure urgente d'expropriation	54
6.2.2- Le cadre réglementaire	55
6.2.2.1-Les textes d'application du CFD	55
6.2.1.3. La loi-cadre sur l'Environnement	56
6.2.2.2- Le décret 2017-332-ABE portant procédure d'Évaluation Environnementale au Bénin	56
6.3-Exigences de la Banque mondiale en matière de réinstallation involontaire	56
6.3.1. Exigences de la Norme Environnementale et Sociale 5 (NES 5)	56
6.3.1.1. Critères d'admissibilité	57
6.3.1.2. Conception de Projet	57
6.3.1.3. Indemnisation et avantages pour les personnes touchées	57
6.3.1.4- Principes guide du processus de réinstallation	58
6.4- Comparaison entre la Norme Environnementale et Sociale 5 (NES 5) de la Banque mondia la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique du Bénin	
6.5 Cadre institutionnel de la réinstallation	66
6.5.1. Description du cadre institutionnel de la réinstallation	66
6.5.2 Évaluation des capacités des acteurs institutionnels	67
7. PROCEDURE DE PREPARATION, REVUE ET APPROBATION DES EVENTUELS PLANS D'A DE REINSTALLATION (PAR)	
7.1. Sélection des sous-Projets	69
7.2. Elaboration et validation des TDR des éventuels PAR	69
7.3. Recrutement du consultant	69
7.4. Elaboration des PAR	70
7.4.1. Axes clés du processus de préparation des PAR et acteurs impliqués	70
7.4.2. Acteurs et rôle dans la mise en œuvre des PAR	71
7.5 Approbation et publication des PAR	72
7.6. Stratégies de communication	73
7.7. Plan de communication	73
8. CRITÈRES D'ELIGIBILITE DES PERSONNES AFFECTEES A LA COMPENSATION ET AUX INDEMNISATIONS	75

8.1. Définition des critères et identification des différentes catégories de PAP du P2AE	75
8.2. Date limite (date butoir) d'éligibilité à la compensation	75
8.3. Catégories de Personnes éligibles et droits à la compensation	76
8.3.1. Matrice d'éligibilité à la compensation	76
8.4. Principes d'indemnisation et de compensation	79
8.5. Types de pertes	79
8.6. Formes de compensation	80
8.7. Méthodes de détermination des compensations et indemnisations	81
8.7.1. Méthode d'évaluation des pertes des terres	81
8.7.2. Méthode d'évaluation des pertes de bâtis	81
8.7.3. Méthode d'évaluation des pertes des pieds d'arbres	81
8.7.4. Méthode d'évaluation des pertes subies sur les biens privés	82
8.7.5. Méthode d'évaluation des pertes de revenus	82
8.7.6. Prise en charge des sites culturels et/ou sacrés	82
8.8. Mécanisme de paiement des indemnisations lors de la mise en œuvre des PAR	83
9. DESCRIPTION DU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE LA REINSTALLATION	84
10.MECANISME DE GESTION DES PLAINTES (MGP) DU P2AE	85
10.1. Types de plaintes	85
10.2. Etapes, procédures et instances de gestion des Plaintes du P2AE	85
10.3. Actions d'opérationnalisation du MGP	88
10.4. Recours à la justice	90
11. ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS POUR LA MISE EN ŒUVRE DU CPR	91
11.1. Cadre institutionnel de la réinstallation	91
11.2. Dispositif organisationnel	92
12. CONSULTATION ET PARTICIPATION DES PARTIES PRENANTES	96
12.1. Identification et analyse des parties prenantes	96
12.1.1. Parties prenantes potentielles	96
12.1.2. Parties prenantes susceptibles d'être affectées (PAP) par le Projet	96
12.1.3. Personnes ou groupes défavorisés ou vulnérables	97
12.2. Brève description des activités de consultation et de participation durant la mission préparation du P2AE	
13. CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DU PROCESSUS DE REINSTALLATION	100
14. DISPOSITIONS DE SUIVI-EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU CPR	105

14.1.	Évaluation de la mise en œuvre du PAR	107
14.2. des P/	Activités de renforcement de capacités des acteurs responsables de la r	
15. B	UDGET ESTIMATIF ET SOURCES DE FINANCEMENT	109
CONCLU	ISION ET RECOMMANDATIONS	111
BIBLIOG	RAPHIE	112
ANNEXE	S	114
ANNE	XE 1 : DETAIL DES CONSULTATIONS MENEES	115
	XE 2 : Termes de Référence (TdR) du Cadre de Politique de Réinstallation des P P) du Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Electricité (P2AE)	•
ANNE	XE 3 : Formulaire de sélection sociale	244
ANNE	XE 4 : Processus de validation de la compensation	253
ANNE	XE 5 : FICHE ET/OU REGISTRE DE RECLAMATION	254
ANNE	XE 6 : Modèle de fiche individuelle de la PAP	256
ANNE	XE 7 : Protocole d'entente sur la compensation financière	258
Annex	e 8 : Elaboration et contenu des éventuels PAR	262